

"La Communauté n'est pas une menace pour la Reine" dans The Guardian (26 juillet 1971)

Légende: Le 26 juillet 1971, le quotidien britannique travailliste The Guardian s'interroge sur la compatibilité entre le maintien de la souveraineté nationale et l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Problèmes politiques et sociaux: Articles et documents d'actualité mondiale : L'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun. dir. de publ. Broc, Christine ; Réd. Chef Le Nan, Maurice. 25.02.1972, n° 114. Paris: La Documentation française. "La Communauté n'est pas une menace pour la Reine", auteur:Pick, Hella , p. 39-40.

Copyright: (c) La Documentation Française / Problèmes politiques et sociaux 01

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_communaute_n_est_pas_une_menace_pour_la_reine_dans_the_guardian_26_juillet_1971-fr-a3b2225f-e88b-4ccc-8f16-dcebee85b4d7.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

La Communauté n'est pas une menace pour la Reine

Pick (Hella). - « Community no threat to the Queen » [La Communauté n'est pas une menace pour la Reine]. *The Guardian*, Londres, 26 juillet 1971. - Traduit de l'anglais par *La Documentation Française*

La Couronne n'est pas en danger. Le trône britannique demeurera une des assises inébranlables de la vie anglaise et les invités des dîners officiels devront toujours attendre le toast porté à la Reine avant de pouvoir tirer les bouffées empoisonnées de leurs cigarettes.

S'il le faut vraiment, nous pouvons continuer à être différents et à conduire à gauche. Même si nous construisons ce tunnel dont on a tant parlé, il sera toujours aussi difficile de quitter notre île pour nous rendre sur le continent européen.

Le cricket peut encore régner en maître sur nos sports d'été et rester aussi mystérieux aux yeux de nos amis européens. Le style de vie britannique ne sera pas perdu si nous entrons dans la Communauté Economique Européenne.

Mais l'Angleterre perdra-t-elle une partie de sa souveraineté ? La suprématie du Parlement disparaîtra-t-elle ? La Grande-Bretagne sera-t-elle en quelque sorte moins indépendante et son gouvernement perdra-t-il la prérogative de diriger son économie, ses services sociaux, sa politique étrangère et sa défense ?

En Angleterre on s'interroge à ce sujet depuis qu'il a été question de former une Communauté Economique Européenne. Le problème de la souveraineté a dominé le débat dans les années 50, quand la Grande-Bretagne a décidé de rester en dehors de la Communauté et, bien sûr, à présent, cette idée nous préoccupe beaucoup.

M. Heath a essayé de rassurer ceux qui craignent que la Grande-Bretagne ne perde son pouvoir de décision dans l'imbroglio de la bureaucratie bruxelloise en répétant, chaque fois que l'occasion s'en présente, que le président Pompidou et lui se sont mis d'accord pour que les décisions d'intérêt vital soient prises à l'unanimité par les pays de la Communauté. La Communauté s'effondrerait, pense-t-il, si l'on tentait d'imposer que les décisions soient prises à la majorité.

Les opposants à l'entrée dans le Marché Commun, aux deux extrémités de l'échiquier politique, insistent beaucoup sur le problème de la souveraineté et insinuent qu'entrer dans la Communauté, équivaldrait pour l'Angleterre à signer sa condamnation à mort.

Il est certain que le problème de la souveraineté conduit à une impasse et que ce n'est pas par ce point qu'il convient d'entamer une discussion sur la Grande-Bretagne et la C.E.E.

Il y a là un refus d'admettre que le rôle de la Grande-Bretagne dans le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'autrefois. Enoch Powell crie au loup parce qu'il craint que les députés anglais n'aient plus le dernier mot dans le vote des impôts.

Il faut reconnaître que les pouvoirs du Parlement risquent d'être réduits sur le plan constitutionnel. Mais on ne peut étudier cette question en s'appuyant exclusivement sur le contexte constitutionnel. Il faut tenir compte des possibilités qu'a l'Angleterre de façonner sa propre politique économique ainsi que sa politique générale dans le monde contemporain.

Les adversaires du Marché Commun au sein du parti travailliste, insistent sur le fait que l'Angleterre peut faire seule sa politique et construire une Grande-Bretagne socialiste qui apporterait une contribution plus importante au bon ordre social en Europe qu'elle ne pourrait le faire en entrant dans une Communauté Européenne largement dominée par des gouvernements de droite. Au cours d'un débat aux Communes sur le Marché Commun, M. Jenkins a rappelé le peu de pouvoir dont jouit aujourd'hui un Chancelier de l'Échiquier qui affronte d'une part les Six et de l'autre les Etats-Unis. « Certains – a-t-il dit – pensent que l'entrée dans le Marché Commun signifie l'abandon du contrôle de notre destinée. De toute façon, les données du monde

moderne ont déjà largement entamé le pouvoir sur notre destinée dont nous disposons. Si nous nous accrochons à l'ombre de notre souveraineté, notre influence sur ce qui nous arrive diminuera au lieu d'augmenter. »

La leçon du monde d'après-guerre est que les pays sont devenus de plus en plus inter-dépendants. Les géants eux-mêmes ne peuvent être seuls. Les Etats-Unis sentent qu'ils ont besoin de s'unir aux autres pays occidentaux pour organiser leur défense. Les pays de l'Europe Occidentale ne pouvant se doter d'une défense indépendante ont dû adhérer à l'O.T.A.N. La France, elle, aime à penser qu'elle peut se débrouiller seule, mais sa force de dissuasion nucléaire indépendante n'apporterait que peu de sécurité si les Etats-Unis devaient retirer leur parapluie atomique de l'Europe.

Dans le domaine des problèmes économiques, le monde est encore plus intimement lié. Aucun pays ne peut seul maîtriser son économie. Le monde occidental a reconnu ce fait quand il a mis sur pied le Fonds Monétaire International, le G.A.T.T., l'O.C.D.E. et toute une foule d'autres organisations internationales destinées à favoriser la coopération économique.

Le progrès des techniques, l'amélioration très nette des communications, le développement économique, tous ces facteurs ont contribué à faire naître la société multinationale qui ignore les frontières, les ambitions et les credos politiques étroitement nationalistes. Le monde a été lent à reconnaître l'existence du phénomène. Mais ce n'est pas en cherchant à contenir les géants industriels par des règlements nationaux qu'une réponse efficace sera apportée : la législation commerciale, l'organisation syndicale doivent être à la même échelle.

La véritable question que devraient se poser les adversaires du Marché Commun n'est pas de savoir si le Marché Commun affecterait la souveraineté britannique mais si la C.E.E. est une institution qui peut efficacement répondre aux problèmes considérables auxquels se heurte la société moderne.

Certains soutiendront que nous avons déjà les Nations Unies, que ces questions devraient être résolues par la Charte de l'O.N.U. et que la C.E.E. est un échelon intermédiaire inutile.

Mais, malheureusement, le gouvernement mondial n'est pas pour aujourd'hui, et les Nations Unies sont trop divisées et trop dominées par les super-puissances pour être un organisme de décision efficace. Les regroupements intermédiaires fondés sur des intérêts communs et un désir commun de les réaliser sont indubitablement plus efficaces.

Certains opposants à la C.E.E., tout en acceptant cette idée, diront cependant qu'il est de beaucoup préférable d'avoir des regroupements fonctionnels pour un nombre limité de pays de l'Europe Occidentale plutôt que d'établir des institutions économiques et politiques d'envergure : qu'il est par exemple beaucoup plus sensé pour les syndicats du monde occidental tout entier de se grouper pour faire front aux sociétés multinationales; que les problèmes monétaires doivent être entièrement traités par l'O.C.D.E. et le F.M.I. et que la voix de la C.E.E. ne pourrait qu'avoir un effet négatif; qu'une politique de défense européenne sans la participation des Etats-Unis n'est pas réaliste; que la C.E.E. ne peut prétendre à l'indépendance dans les affaires étrangères, etc...

C'est peut-être un argument beaucoup plus sensé que de suggérer que la Grande-Bretagne peut suivre seule sa voie. Mais il ne tient pas compte de l'existence de la C.E.E. comme grande puissance commerciale et pose le problème de savoir si l'Angleterre peut se permettre de demeurer à l'écart d'une puissance politique et économique croissante, dont elle partage en grande partie les intérêts.

Que l'Angleterre le veuille ou non, la C.E.E. en viendra à parler, de plus en plus, au nom de tous ses membres dans les groupements internationaux plus vastes. La Grande-Bretagne devrait-elle contribuer à façonner ces politiques ou rester résolument à l'écart en prétendant que c'est la seule façon de préserver son prestige national, sa démocratie parlementaire et sa puissance souveraine ?

Au sein de la C.E.E., le débat sur la souveraineté n'est pas clos. Mais on ne remet plus en question

l'existence de la C.E.E. On se concentre sur l'avenir des institutions communautaires et sur l'élaboration de la politique au sein de la C.E.E.

Si on simplifie à l'extrême, il s'agit d'une lutte entre fédéralistes et confédéralistes. Si l'on y regarde de plus près, il s'agit des pouvoirs de la Commission de la C.E.E., du rôle du Parlement européen, du rôle du célèbre principe de l'unanimité et lié à cela, de la détermination apparente de la France et de la Grande-Bretagne d'empêcher la formation d'un véritable gouvernement européen et du débat sur le problème de savoir si la Communauté élargie ne risquera pas de tomber sous la domination de ceux de ses membres qui constituent des « super-puissances » : Allemagne, France et Angleterre.

Il y a ensuite la question que peu de gens abordent de façon réaliste au sein de la C.E.E. à savoir l'effet que produira le projet d'union économique et monétaire sur la Communauté. L'Allemagne a reconnu que la C.E.E. ne peut avoir une monnaie commune que si les politiques budgétaires, fiscales et sociales sont véritablement harmonisées et centralisées.

Mais cela peut-il être envisagé dans des pays où le pouvoir est aux mains de partis politiques différents qui ont des objectifs politiques et sociaux différents ? La poussée des forces économiques est-elle assez forte pour amener à trouver des réponses politiques ?

Ce sont certainement ces difficultés que les gouvernements européens doivent affronter. C'est pourquoi les partis sociaux-démocrates de la C.E.E. sont si déçus par l'opposition des travaillistes à la Communauté. C'est également pourquoi le président Pompidou et l'aile droite de la vie politique européenne sont si étonnés et déçus par l'isolationnisme britannique.

L'échiquier complet de la vie politique, comprenant même un élément important du Parti communiste italien, est convaincu que le débat sur le pouvoir et l'indépendance ne peut être tranché en demeurant à l'écart de la C.E.E. C'est aux pays membres qu'il reviendra de le faire. Ce sera le véritable « grand débat » et la Grande-Bretagne devrait y prendre part.